



**Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les politiques d'austérité cassant les droits des travailleurs et des travailleuses et par des guerres terriblement meurtrières.**

**38 conflits armés sur la planète, c'est intolérable !**

**Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international.**

En France, les travailleurs sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce vouloir faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition environnementale ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "dé-smicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salariés avec des fiches de paie proches du SMIC. À l'image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, les pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence à augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiants, les retraités et les familles monoparentales. Le combat du 8 mars pour l'égalité réelle entre femmes et hommes doit se poursuivre. Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison des marchands de haine, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquises des travailleurs et travailleuses.

Elles dénoncent les attaques contre les libertés collectives et individuelles, notamment contre les Bourses du travail et le droit de manifester et les libertés syndicales. Dans la dernière période, des premiers responsables syndicaux ont été menacés, traînés devant les tribunaux. Nos organisations s'inscrivent dans le combat contre toute forme de discriminations sexistes et homophobes ainsi que contre toutes les formes de racismes, de xénophobie, d'antisémitisme et tout projet de société nauséabond basé sur la préférence nationale et le rejet de l'autre notamment de l'étranger (voir adoption loi Asile immigration), parce qu'elles divisent les salariés et remettent en cause les valeurs fondamentales de la République.

C'est donc, de nouveau, dans ce contexte de lutte contre les politiques capitalistes cassant nos droits et accentuant les inégalités que nous serons mobilisés, le 1<sup>er</sup> mai 2024 pour faire vivre cette journée internationale de lutte des travailleurs. Le 1<sup>er</sup> mai, contrairement aux discours malintentionnés des capitalistes, n'est en rien la « fête du Travail » ou des travailleurs, instituée par Pétain pendant la seconde guerre mondiale ! Nous devons nous saisir de ce 1<sup>er</sup> mai pour préparer le rapport de force, y compris en préparant la grève interprofessionnelle pour lutter contre les nouvelles réformes rétrogrades que le patronat entend bien mettre en œuvre : réforme de l'assurance chômage, attaque contre le statut de la fonction publique, loi travail 2, poursuite du démantèlement des services publics.

Jeux Olympiques et Paralympiques ou pas, les travailleurs et les travailleuses avec les Organisations syndicales n'arrêteront pas de revendiquer et de défendre leurs droits et leurs acquis contre toutes politiques d'austérité.

**Nos organisations appellent les travailleuses et les travailleurs, les jeunes, les étudiants et les retraités, à manifester le 1<sup>er</sup> mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et une paix juste et durable dans le monde.**

**Rassemblement et manifestation 10h30**  
**Place Armand Mandle à Évreux**



## Bref historique sur le 1<sup>er</sup> mai (Source INA)

Le traditionnel défilé des travailleurs du 1<sup>er</sup> mai est né aux États-Unis avant de s'établir en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Chaque 1<sup>er</sup> mai aux États-Unis, c'était la tradition, on renouvelait les contrats de travail, mais ce n'est qu'en 1886 que les premiers syndicats ouvriers eurent l'idée d'organiser des manifestations. Malheureusement, ces premiers défilés tournèrent au drame. À Milwaukee, la police tira sur le cortège provoquant plusieurs morts. Le 4 mai suivant, à Chicago, en protestation à ces violences, une manifestation allait de nouveau être organisée, et être également violemment réprimée. Cette fois-ci, c'est une bombe qui explosa tuant onze ouvriers et blessant des centaines d'autres manifestants. Un drame qui allait stigmatiser le monde du travail pour de longues années. En 1897, avant d'être pendu, le leader du mouvement de Chicago, August Spies, ouvrier anarchiste, s'écria : « Un jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui. »

### Le 1<sup>er</sup> mai en France

En 1889, à Paris, au congrès de la deuxième Internationale socialiste, on suggère, en hommage aux victimes américaines, de faire du 1<sup>er</sup> mai une journée de lutte pour la défense des droits des travailleurs. Les premiers défilés sont organisés l'année suivante. Comme aux États-Unis, ces premières manifestations allaient dégénérer place de la Concorde à Paris. L'année suivante à Fourmies, dans le Nord, on allait dénombrer neuf morts dans la manifestation ouvrière, dont deux enfants et plusieurs dizaines de blessés. Le 1<sup>er</sup> mai serait désormais associé à l'idée de lutte des classes.

Il faudra attendre 1947 pour qu'une loi décrète ce jour férié et chômé en France. Le premier 1<sup>er</sup> mai chômé aura lieu l'année suivante.

**Rassemblement et manifestation 10h30**  
**Place Armand Mandle à Évreux**